

Document

Dé-dollarisation : le démantèlement de l'empire militaire et financier américain

(par Michael Hudson - <http://www.mondialisation.ca/index.php?context=va&aid=14089>)

Le 25 juin 2009

La ville Russe de Iekaterinbourg, la plus importante à l'est de l'Oural, pourrait désormais être connue comme le lieu où sont morts non seulement les tsars mais aussi l'hégémonie américaine. Non pas uniquement l'endroit où le pilote américain Gary Powers a été abattu en 1960, mais aussi celui où l'ordre financier international dominé par les USA a été mis à bas.

La remise en cause de l'Amérique sera le thème principal des réunions élargies de Iekaterinbourg, en Russie (ex-Sverdlovsk) des 15 et 16 Juin rassemblant le président chinois Hu Jintao, le président russe Dmitri Medvedev et les représentants des six pays de l'Organisation de Coopération de Shanghai (OCS). Cette alliance regroupe la Russie, la Chine, le Kazakhstan, le Tadjikistan, le Kirghizstan et l'Ouzbékistan. L'Iran, l'Inde, le Pakistan et la Mongolie y ont le statut d'observateurs. Mardi le Brésil s'y joindra pour les discussions commerciales entre les pays du BRIC (Brésil, Russie, Inde et Chine).

Les participants ont assuré à des diplomates américains que leur objectif n'était pas le démantèlement de l'empire financier et militaire des États-Unis. Ils veulent simplement discuter de l'aide mutuelle, indépendamment du rôle des États-Unis, de l'OTAN ou du dollar américain en tant que support du commerce international. Les diplomates américains se demandent ce que cela signifie vraiment, si ce n'est une étape visant à rendre l'hégémonie américaine obsolète. C'est ce que signifie « monde multipolaire », après tout. Pour commencer, en 2005, l'OCS avait demandé à Washington d'établir un calendrier de retrait de ses bases militaires en Asie centrale. Deux ans plus tard, les pays de l'OCS se sont ralliés officiellement à la position des ex-républiques de la CEI appartenant à l'Organisation du Traité de Sécurité Collective (OTSC), qui avait été fondée en 2002 en tant que contrepoids à l'OTAN.

Pourtant, la réunion n'a suscité que le désintérêt collectif de la presse aux États-Unis et même en Europe, bien que l'ordre du jour y soit de remplacer le standard mondial du dollar par un nouveau système financier, ainsi qu'un nouveau système de coopération pour la défense. Un porte-parole du Conseil des Relations Extérieures (Un institut d'études géopolitiques américain, ndt) a déclaré qu'il pouvait difficilement imaginer que la Russie et la Chine puissent surmonter leurs rivalités géopolitiques [1], suggérant que l'Amérique peut pratiquer le « diviser pour régner » que la Grande-Bretagne a si habilement utilisé durant de nombreux siècles pour fragmenter les oppositions dans son propre empire. Mais George W. Bush (qui déclarait « Je suis un rassembleur, non un diviseur ») s'est placé dans la continuité de l'administration Clinton pour pousser la Russie, la Chine et leurs voisins à trouver un terrain d'entente, lorsqu'il s'agit de trouver une alternative au dollar, et du même coup à la possibilité pour les États-Unis de prolonger indéfiniment leur déficit de la balance des paiements.

Cette séquence, qui pourrait représenter les dernières manifestations de l'hégémonie américaine, a débuté dès le mois d'avril lors de la conférence du G-20, et est devenue encore plus explicite à Saint-Petersbourg au Forum économique international du 5 Juin, lorsque M. Medvedev a demandé à la Chine, la Russie et l'Inde de « construire un ordre mondial de plus en plus multipolaire. » Ce qui signifie en clair : nous avons atteint nos limites en ce qui concerne les subventions à l'encerclement militaire de l'Eurasie par les États-Unis, tout en les laissant s'approprier nos exportations, nos entreprises, les actifs et les biens immobiliers en échange d'une monnaie de papier de valeur douteuse.

« Le système unipolaire maintenu artificiellement » dont a parlé M. Medvedev [2], est fondé sur « un seul grand centre de consommation, financé par un déficit croissant, et donc de plus en plus de dettes, une monnaie de réserve jadis forte et une domination dans le système de l'évaluation des actifs et des risques. » A la racine de la crise financière mondiale, a-t-il conclu, il y a le fait que les États-Unis produisent trop peu et dépensent trop. Leurs dépenses militaires sont particulièrement choquantes, comme par exemple le renforcement de l'aide militaire américaine à la Géorgie annoncé la semaine dernière, le bouclier de l'OTAN

en Europe de l'Est, et la mainmise des États-Unis dans les régions riches en pétrole comme le Moyen-Orient et l'Asie centrale.

Le point de friction avec tous ces pays est celui de la capacité qu'ont les États-Unis de faire fonctionner indéfiniment la planche à billets. Le surplus de dépenses d'importations des consommateurs américains par rapport aux exportations, les rachats par les USA de quantités de sociétés étrangères et de biens immobiliers, les dépenses que le Pentagone effectue à l'étranger : tous ces dollars aboutissent dans les banques centrales étrangères. Elles sont ensuite confrontées à un choix difficile : soit recycler ces dollars aux États-Unis en achetant des bons du trésor américains, soit laisser le « marché libre » déterminer le cours de leur monnaie par rapport au dollar - et par là même à déterminer le prix de leurs exportations sur les marchés mondiaux, créant ainsi du chômage et provoquant la faillite d'entreprises.

Lorsque la Chine et d'autres pays recyclent leurs flux de dollar US en achetant des bons du Trésor pour « investir » aux États-Unis, cette accumulation n'est pas vraiment volontaire. Cela ne reflète pas une foi en l'économie américaine qui rémunérerait l'épargne des banques centrales, ni une quelconque préférence d'investissement, mais tout simplement un manque d'alternatives. Les « marchés libres » à la mode des USA piègent les pays dans un système qui les obligent à accepter indéfiniment des dollars. Mais désormais, ils veulent en sortir.

Cela implique la création d'une nouvelle alternative. Plutôt que de faire simplement « des changements cosmétiques comme certains pays et peut-être les organisations financières internationales pourraient le vouloir », comme l'a dit M. Medvedev à Saint-Pétersbourg : « ce dont nous avons besoin, ce sont des institutions financières d'un type tout à fait nouveau, où ne domineraient ni les problèmes politiques et les motivations [sous-jacentes], ni aucun pays en particulier. »

Lorsque les dépenses militaires à l'étranger ont provoqué le déficit la balance des paiements US et ont conduit les États-Unis à abandonner l'étalon or en 1971, les banques centrales se sont trouvées démunies de cet actif traditionnellement utilisé pour solder les déséquilibres des paiements. La solution par défaut a consisté à investir les flux issus des paiements ultérieurs en obligations du Trésor américain, comme si celles-ci étaient « aussi fiables que l'or ». Les banques centrales détiennent maintenant pour 4 000 milliards de dollars de ces obligations dans leurs réserves internationales. Ces prêts ont également financé la plupart des déficits budgétaires du gouvernement américain depuis maintenant plus de trois décennies ! Etant donné que la moitié environ des dépenses discrétionnaires du gouvernement américain est consacrée aux opérations militaires - dont plus de 750 bases militaires à l'étranger et dans des opérations de plus en plus coûteuses dans les pays producteurs de pétrole et ceux qui permettent son transit - le système financier international est organisé de manière à financer le Pentagone, ainsi que les rachats par les États-Unis d'actifs étrangers censés rapporter beaucoup plus que les bons du Trésor que les banques centrales étrangères détiennent.

La principale question à laquelle sont confrontées les banques centrales mondiales est donc de savoir comment éviter d'ajouter encore plus de dollars US à leurs réserves et, par conséquent, de financer encore plus les dépenses qui creusent le déficit des États-Unis - y compris les dépenses militaires à leurs propres frontières ?

Pour commencer, les six pays de SCO et les pays du BRIC ont l'intention de commercer dans leurs propres monnaies afin de bénéficier mutuellement du crédit que les États-Unis avait monopolisé jusqu'à présent à son profit. À cette fin, la Chine a passé des accords bilatéraux avec l'Argentine et le Brésil pour effectuer leur échanges commerciaux en renminbi, la monnaie chinoise, plutôt qu'en dollar, en livre sterling ou en euros [3]. Il y a deux semaines, la Chine a également conclu un accord avec la Malaisie pour que les deux pays commercent en renminbi [4]. L'ancien Premier ministre, le Dr. Tun Mahathir Mohamad, m'a expliqué en janvier qu'en tant que pays musulman la Malaisie voulait éviter de faire tout ce qui pourrait faciliter l'action militaire américaine contre les pays islamiques, y compris la Palestine. La nation a trop d'actifs en dollars, ont expliqué ses collègues. Le gouverneur de la Banque centrale chinoise, Zhou Xiaochuan, a écrit officiellement sur son site Internet que l'objectif est maintenant de créer une monnaie de réserve « indépendante d'une nation particulière » [5]. C'est l'objet des discussions à Iekaterinbourg.

En plus d'éviter de financer la prise de contrôle par les États-Unis de leur propre industrie et l'encerclement militaire américain de la planète, la Chine, la Russie et d'autres pays voudraient certainement se développer comme l'Amérique l'a fait. En fait, ils considèrent les États-Unis comme une nation hors-la-loi,

financièrement et militairement. Comment caractériser autrement une nation qui promulgue un ensemble de lois pour les autres - sur la guerre, le remboursement de la dette et le traitement des détenus - mais n'en tient pas compte elle-même ? Les États-Unis sont maintenant le plus grand débiteur mais ont évité la punition des « ajustements structurels » imposés à d'autres pays endettés. Les taux d'intérêt US et les réductions d'impôt, alors les déficits commerciaux et budgétaires explosent, sont considérés comme le comble de l'hypocrisie, lorsqu'ils sont comparés à l'austérité que les programmes de Washington imposent aux autres pays par le biais du FMI et des officines de Washington.

Les États-Unis demandent aux pays endettés de vendre leurs services publics et leurs ressources naturelles, d'augmenter leurs taux d'intérêts et d'augmenter les impôts au détriment de la paix sociale pour dégager un maximum d'argent et payer les créanciers.

Et aux USA, le Congrès a empêché la société Chinoise CNOOK d'acheter Unocal pour des raisons de sécurité nationale, tout comme il a empêché Dubaï d'acquérir des exploitations portuaires américaines et empêché des fonds souverains d'acheter des infrastructures clés. Les étrangers sont invités à imiter les japonais qui avaient investi dans des « éléphants blancs » comme le Rockefeller Center, sur lequel les investisseurs ont rapidement perdu un milliard de dollars puis ont fini par se retirer.

À cet égard, les États-Unis n'ont pas vraiment laissé à la Chine et aux autres pays en situation d'excédent de la balance des paiements d'autres choix que de devoir trouver un moyen d'éviter de nouvelles accumulations de dollars. À ce jour, la Chine tente de diversifier ses avoirs en dollars ailleurs qu'en bons du Trésor US, qui ne se sont pas révélés très fructueux. Hank Paulson, qui venait de la banque Goldman Sachs, avait conseillé à la banque centrale chinoise d'investir dans les titres à haut rendement émis par Fannie Mae et Freddie Mac, en expliquant que ceux-ci étaient de facto des obligations publiques. Ces titres se sont effondrés en 2008, mais au moins, le gouvernement américain a repris ces deux organismes de prêt hypothécaire, augmentant de facto de 5 200 milliards de dollars la dette nationale. En fait, ce renflouement a été rendu nécessaire en grande partie à cause des investissements effectués par les États étrangers.

Infliger des pertes aux investisseurs gouvernementaux étrangers aurait quelque peu atteint la réputation des bons du Trésor, non seulement en détruisant la crédibilité des États-Unis, mais aussi parce que les émissions d'obligations par le gouvernement étaient insuffisantes pour absorber les dollars qui coulaient à flot dans l'économie mondiale avec la montée en flèche du solde déficitaire de la balance des paiements des États-Unis.

En recherchant de nouveaux actifs pour protéger la valeur de leurs avoirs en dollars alors que la bulle de crédit de la Réserve fédérale se traduisait par une baisse des taux d'intérêt, les fonds souverains chinois ont cherché à se diversifier à la fin de 2007. La Chine a pris des participations dans les fonds d'investissement Blackstone et Morgan Stanley à Wall Street, Barclays en Grande-Bretagne, dans la Standard Bank d'Afrique du Sud (qui fut affiliée à la Chase Manhattan du temps de l'apartheid dans les années 1960) et dans le conglomérat financier belge Fortis proche de l'effondrement. Mais le secteur financier américain s'écroulait sous le poids de sa dette phénoménale, la valeur des actions des banques et des firmes d'investissement a plongé dans le monde entier.

Les étrangers voient le FMI, la Banque mondiale et l'Organisation Mondiale du Commerce comme les représentants de Washington dans un système financier soutenu par les bases militaires américaines et les porte-avions qui entourent la planète. Mais cette domination militaire est un vestige d'un empire américain qui n'est plus en mesure de régner par sa force économique. La puissance militaire américaine est basée davantage sur des armes atomiques et les frappes aériennes à longue distance que sur les opérations au sol, qu'il est devenu politiquement trop impopulaire de monter sur une grande échelle.

Sur le front économique, on ne voit pas comment les États-Unis pourraient trouver les 4 000 milliards de dollars qu'ils doivent aux gouvernements étrangers, à leurs banques centrales et aux fonds souverains mis en place pour éclipser la surabondance de dollars. L'Amérique est devenue un mauvais payeur et de fait, un mauvais payeur agressif sur le plan militaire, car elle cherche à conserver le pouvoir sans pareil jadis gagné sur le plan économique. La question qui se pose est de savoir comment peser sur son comportement. Yu Yongding, un ancien conseiller de la banque centrale de Chine désormais membre de l'Académie des Sciences chinoise, a proposé de faire remarquer au secrétaire américain au Trésor Tim Geithner que les États-Unis devraient « épargner » d'abord et avant tout en pratiquant une réduction de leur budget militaire.

« Les recettes fiscales des Etats-Unis ne sont pas susceptibles d'augmenter à court terme en raison de la faible croissance économique, de la rigidité des dépenses et du coût de mener deux guerres. » [6]

À l'heure actuelle, c'est l'épargne étrangère, et non pas celle des américains, qui finance le déficit budgétaire américain en achetant la plupart des bons du Trésor. Cela se traduit par un impôt levé sans la contrepartie d'une représentation des électeurs étrangers sur la manière dont le gouvernement des États-Unis utilise leur épargne forcée. Pour les « diplomates » du système financier, il est donc nécessaire d'élargir le champ d'application de leurs politiques, au-delà du seul marché de secteur privé. Les taux de change sont déterminés par de nombreux facteurs, en plus de celui des « consommateurs brandissant des cartes de crédit », pour reprendre l'euphémisme habituel qu'utilisent les médias américains à propos du déficit de la balance des paiements. Depuis le 13^{ème} siècle, la guerre a été un facteur dominant dans la balance des paiements des grandes nations - et de leurs dettes. Les obligations d'Etat financent essentiellement des dettes de guerre, dans la mesure ou en temps de paix les budgets ont tendance à être équilibrés. Ceci relie directement le budget de la guerre à la balance des paiements et aux taux de change.

Les pays étrangers se voient encombrés de reconnaissances de dette qui ne seront pas honorées - dans des conditions telles que s'ils agissent afin de mettre fin au festin américain, le dollar va plonger et leurs avoirs en dollars vont chuter par rapport à leur monnaie nationale et aux autres devises. Si la monnaie chinoise s'apprécie de 10% par rapport au dollar, sa banque centrale enregistrera l'équivalent de 200 milliards de dollars de pertes sur ses 2 000 milliards de dollars.

Cela explique pourquoi, quand les agences de notation envisagent que les titres du Trésor des États-Unis puissent perdre leur notation AAA, elles ne veulent pas signifier que le gouvernement ne serait pas en mesure d'imprimer des dollars papier pour honorer ses dettes. Elles indiquent plutôt que la valeur du dollar va se déprécier internationalement. Et c'est exactement ce qui se passe en ce moment. Lorsque M. Geithner prit un visage grave pour déclarer devant un auditoire à l'Université de Pékin au début du mois de Juin qu'il croyait en un « dollar fort » et que les investissements de la Chine aux États-Unis étaient sûrs, il a été accueilli par des rires sarcastiques [7].

L'anticipation d'une hausse des taux de change de la Chine incite les spéculateurs à chercher à emprunter des dollars pour acheter du renminbi et bénéficier de la hausse. Pour la Chine, le problème est que ce flux spéculatif deviendrait une prophétie auto-réalisatrice en faisant grimper sa monnaie. De ce fait, le problème des réserves est intrinsèquement lié à celui des contrôles de capitaux. Pourquoi la Chine devrait-elle voir ses compagnies rentables vendues pour des dollars fraîchement créés, que la banque centrale doit utiliser pour acheter à faible taux des bons du trésor américain ou perdre encore plus d'argent à Wall Street ? Pour éviter ce dilemme, il est nécessaire d'inverser la philosophie de l'ouverture des marchés de capitaux que le monde a adopté depuis Bretton Woods en 1944.

A l'occasion de la visite de M. Geithner en Chine, « Zhou Xiaochuan, directeur de la Banque populaire de Chine, la banque centrale du pays, a déclaré que c'était la première fois depuis que les pourparlers semestriels ont commencé en 2006, que la Chine avait besoin d'apprendre des erreurs de l'Amérique tout comme de ses succès » lorsqu'il fut question de la déréglementation des marchés de capitaux et du démantèlement des contrôles.

Une ère est donc arrivée à son terme. Face à des dépenses démesurées des Etats-Unis, la dé-dollarisation menace de forcer les pays à revenir aux doubles taux de change, qui furent fréquents entre les deux guerres mondiales : un taux de change pour le commerce des produits, un autre pour les mouvements de capitaux et les investissements, tout au moins pour les économies de la zone dollar [8].

Même sans contrôle des capitaux, les pays réunis à Iekaterinbourg prennent des mesures pour éviter de recevoir involontairement de plus en plus de dollars. Voyant que l'hégémonie globale des États-Unis ne peut pas se poursuivre en l'absence du pouvoir d'achat qu'ils leur procurent eux-mêmes, ces gouvernements cherchent à hâter ce que Chalmers Johnson a nommé dans son ouvrage « les douleurs de l'empire » : la faillite de l'ordre mondial financier et militaire américain. Si la Chine, la Russie et leurs alliés non-alignés suivent leur propre chemin, les États-Unis ne pourront plus vivre grâce à l'épargne des autres (sous la forme de leurs propres dollars recyclés), ni disposer de cet argent pour financer des dépenses militaires illimitées.

Des responsables américains voulaient assister à la réunion de Iekaterinbourg en tant qu'observateurs. On leur a répondu : non. C'est un mot que les américains vont entendre beaucoup plus souvent à l'avenir.

Article original en anglais, De-Dollarization: Dismantling America's Financial-Military Empire, The Yekaterinburg Turning Point, publié le 13 juin 2009.

Traduction Madeleine Chevassus pour Contre Info.

Notes

[1] Andrew Scheineson, "The Shanghai Cooperation Organization," Council on Foreign Relations, Updated : March 24, 2009 : "While some experts say the organization has emerged as a powerful anti-U.S. bulwark in Central Asia, others believe frictions between its two largest members, Russia and China, effectively preclude a strong, unified SCO."

[2] Kremlin.ru, June 5, 2009, in Johnson's Russia List, June 8, 2009, #8.

[3] Jamil Anderlini and Javier Blas, "China reveals big rise in gold reserves," Financial Times, April 24, 2009. See also "Chinese political advisors propose making yuan an int'l currency." Beijing, March 7, 2009 (Xinhua). "The key to financial reform is to make the yuan an international currency, said [Peter Kwong Ching] Woo [chairman of the Hong Kong-based Wharf (Holdings) Limited] in a speech to the Second Session of the 11th National Committee of the Chinese People's Political Consultative Conference (CPPCC), the country's top political advisory body. That means using the Chinese currency to settle international trade payments ..."

[4] Shai Oster, "Malaysia, China Consider Ending Trade in Dollars," Wall Street Journal, June 4, 2009.

[5] Jonathan Wheatley, "Brazil and China in plan to axe dollar," Financial Times, May 19, 2009.

[6] "Another Dollar Crisis inevitable unless U.S. starts Saving - China central bank adviser. Global Crisis 'Inevitable' Unless U.S. Starts Saving, Yu Says," Bloomberg News, June 1, 2009.

[7] Kathrin Hille, "Lesson in friendship draws blushes," Financial Times, June 2, 2009.

[8] Steven R. Weisman, "U.S. Tells China Subprime Woes Are No Reason to Keep Markets Closed," The New York Times, June 18, 2008.

Michael Hudson est un économiste spécialisé dans le domaine de la balance des paiements. Il a été le conseiller économique en chef du candidat Démocrate à la présidentielle Dennis Kucinich. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, dont : « Super Imperialism : The Economic Strategy of American Empire ».